
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 JUILLET 1921.

Proposition de loi

modifiant la loi sur la milice du 30 août 1913 et réduisant la durée du temps de service ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. JANSON.

MESSIEURS,

La Section Centrale a repoussé par trois voix contre trois le projet de loi de l'honorable M. Mathieu ramenant à six mois la durée du service militaire actif. La Section Centrale a estimé que ce projet n'était pas opportun, que sa réalisation ne garantirait pas d'une manière efficace la sûreté de la défense nationale et qu'enfin il laissait sans solution les graves problèmes que soulève au point de vue de l'organisation de l'armée la réduction du temps de service.

La Belgique est animée tout entière d'un esprit de pacifisme que la guerre n'a pas altéré. Elle n'a aucune ambition de conquête. Les épreuves récentes que les événements de 1914 lui ont imposées n'ont fait que développer chez nos compatriotes l'horreur des maux qui accompagnent la guerre. Notre pays met au premier rang de ses préoccupations, celle de voir assurer à jamais la paix du monde. Ses efforts tendent toujours à la maintenir et à éviter ce qui pourrait provoquer la catastrophe d'un nouveau conflit mondial. Mais ce légitime souci ne saurait faire perdre de vue l'impérieuse nécessité qu'il y a de se prémunir contre toute nouvelle offense à l'intégrité de notre territoire. La dure expérience que la Nation a subie et qui a coûté au pays tant de deuils, de souffrances et de dommages matériels l'oblige à ne rien négliger pour assurer la sécurité de ses frontières. La situation de l'Europe ne permet pas d'espérer que tout péril est écarté et que nous sommes cer-

(1) Proposition de loi, n° 8.

(2) La Section centrale était composée de MM. Brunet, président, Masson, Ernest, Lemonnier, du Bus de Warnaffe, Janson et Vandemeulebroucke.

tains d'une ère de calme absolu, susceptible de n'être troublé par aucun conflit international.

Bien au contraire, il nous est impossible d'oublier que nous avons à l'Est un ennemi vaincu, mais dont l'ancienne puissance s'accommode mal des sacrifices qu'une paix légitime lui a imposés. Tous les jours des incidents significatifs marquent chez une notable partie du moins de ce peuple un esprit belliqueux qui pourrait quelque jour se traduire par des actes. — L'impérieuse nécessité pour nous de le contraindre avec nos Alliés et amis à la réparation, à laquelle il s'est obligé, des dommages qu'il a délibérément causés, contribue à maintenir chez lui un état moral qui est loin de nous inspirer confiance. — Si nous consentions à nous affaiblir au point de vue militaire, il serait fort à craindre que cette situation ne fût de nature à accentuer par delà la frontière l'espérance d'une revanche; nous serions les premiers à en subir l'effet, même si la légitimité de notre droit et la vaillance que nous mettrions à le défendre nous permettaient une nouvelle fois de maintenir l'indépendance de notre pays. — Il serait donc singulièrement imprudent, aussi longtemps que l'horizon politique ne sera pas éclairci, de modifier l'organisation de notre armée, les bases sur lesquelles elle repose et notamment la durée du temps de service imposée à tous les enfants du pays.

* * *

Au surplus, la réduction du temps de service, en temps de paix, touche si profondément à l'ensemble du système de défense nationale, qu'il serait inopportun de laisser à l'initiative parlementaire le soin d'aborder la solution de ce problème. C'est à notre sens une tâche d'ordre essentiellement gouvernemental. Quand un Cabinet sera rassuré sur la situation internationale et convaincu que l'on peut sans danger restreindre l'étendue des prestations militaires, nous ne mettons pas en doute, quel que soit le parti dont il se réclame, qu'il s'empressera de soumettre au Parlement toutes les modifications utiles de notre système actuel. Personne ne méconnaîtra qu'il serait désirable de pouvoir diminuer le budget de la Défense Nationale et de consacrer utilement à des œuvres de paix les ressources considérables qu'il absorbe chaque année. Mais à quel danger serait livré le pays, à quelle incertitude de nos destinées s'abandonnerait l'esprit d'initiative et d'activité qui est si nécessaire à notre pays, si par une sorte de faiblesse d'âme, nous nous laissions aller prématurément à une illusion de sécurité. Lorsque l'heure de la confiance aura sonné, le Gouvernement du moment, éclairé sur la possibilité de diminuer le temps de service et d'épargner à notre jeunesse un sacrifice devenu inutile, élaborera, avec le concours de ses conseillers techniques, dont la guerre a mûri l'expérience, un travail d'ensemble portant sur tous les points essentiels que soulève le problème de la défense d'un pays. Il serait tout à fait imprudent de devancer cette heure et, sous la pression de quelques impatiences mal éclairées, d'improviser une réforme prématurée. Ce serait d'ailleurs une grave erreur de croire que la réduction du temps de service diminuera le coût de l'entretien de l'armée.

* * *

Le système que l'honorable M. Mathieu préconise n'est qu'une ébauche. Son auteur ne se dissimule pas lui-même, sans doute, que la réduction du temps de service à six mois modifierait profondément toute l'organisation actuelle de l'armée. On ne peut s'engager dans la voie du service à plus court terme que celui qui existe aujourd'hui, sans s'être assuré au préalable et avec le plus grand soin du rendement utile qu'il nous donnerait. Il implique nécessairement la constitution permanente d'un groupe considérable de rengagés, dont le recrutement est un problème en soi difficile à résoudre et dont le maintien sous les armes constituerait une charge très lourde, aggravée encore en ce moment du fait de la situation économique. Sans ces rengagés et avec le service égal pour tous de six mois, comment constituer un cadre solide de sous-officiers? Où les trouver? Comment les former? Comment préparer la formation des officiers de réserve, appelés à jouer un rôle essentiel à l'heure de la mobilisation? Comment s'assurer l'existence d'une armée de couverture prête à se porter, dans des conditions d'impeccable formation et de solidité, dès les premières heures du danger, aux premières lignes de défense? Ce sont des questions, dont l'importance est essentielle, et que la proposition de l'honorable M. Mathieu n'aborde pas.

Encore une fois, c'est la tâche du Gouvernement responsable que de soumettre à la Chambre un projet de loi complet traitant de l'ensemble du problème; il n'en manquera pas de s'inspirer à cette occasion des travaux de la Commission mixte qu'il a lui-même constituée et des conclusions qu'elle a formulées.

Telles sont, sommairement, les raisons essentielles qui ont déterminé le vote de la Section centrale. Le patriotisme de tous les Belges ne se discute pas. Le temps de l'épreuve nous a montré sa grandeur commune à toutes les classes de la société. Mais ce que l'expérience douloureuse nous a aussi montré de plus près, c'est qu'il est impossible d'improviser en matière militaire. Plus que jamais, l'organisation de l'armée est devenue une œuvre complexe, ardue, délicate, dont le mécanisme doit être soigneusement étudié. Toute faute, toute réforme prématurément conçue et insuffisamment méditée, se payerait lourdement en sacrifice de vies humaines qui nous sont sacrées. Aussi l'ardeur de l'attachement au pays, la foi dans sa cause, l'abnégation à le servir au moment du péril, ne suffisent pas à accomplir les devoirs que commande un patriotisme vigilant. Il faut y ajouter cet esprit de prévoyance que la Belgique d'hier avait méconnu et que celle d'aujourd'hui doit tenir comme une vertu essentielle.

Le Rapporteur,

P.-E. JANSON.

Le Président,

EM. BRUNET.



NOTE DE LA MINORITÉ

La décision de la majorité de la Section Centrale rejetant purement et simplement la proposition de loi tendant à instaurer le service de six mois pour les classes de milice de 1923 et suivantes, ne paraît pouvoir rallier l'assentiment de la Chambre, parce qu'elle est purement négative et se borne, en quelque sorte, à écarter le problème du nouveau statut de notre organisation militaire.

Or, tous les projets déposés jusqu'ici par le Gouvernement ou adoptés par les Chambres, règlent le recrutement des classes de milice jusqu'à celle de 1923; à partir de ce moment, il ne sera plus appelé sous les drapeaux qu'une seule classe de milice par année et le contingent devra forcément être réduit de 100,000 hommes à 50 ou 60,000, selon ce que fourniront les levées.

Dès lors, le statut général de l'armée doit être modifié; d'importantes réformes doivent y être apportées et la Chambre doit préalablement examiner ce problème et rechercher la solution qu'elle entend y apporter.

L'importance même de la question exige qu'un tel débat ne soit pas retardé, qu'une solution intervienne bientôt, afin que puissent être examinés aussitôt après toutes les modifications à apporter à la structure même de l'armée.

Retarder cette solution, c'est courir le risque de désorganiser complètement notre système militaire.

Si l'on veut maintenir le chiffre de 100,000 hommes sous les drapeaux, il y aurait lieu de prolonger considérablement le temps de service. Mais ce serait aller incontestablement à l'encontre de la volonté du pays; ce serait aussi risquer d'écraser celui-ci sous des charges financières, dépassant de beaucoup sa richesse, ses capacités productives; ce serait en réalité, le conduire à la ruine.

On le conçoit aisément. Aussi, peut-on dire qu'à l'heure actuelle, personne n'oserait défendre publiquement pareil système.

Par contre, certains émettent l'opinion que la durée actuelle du temps de service pourrait être maintenue.

Cette opinion est défendable, mais elle trouverait beaucoup de contradicteurs et le principal argument invoqué contre une prolongation du temps de service : l'impossibilité financière d'assumer la charge d'entretenir tant de soldats, pourrait aisément être invoqué aussi contre le maintien du temps de service actuel.

Reste alors l'examen de la proposition limitant à six mois la présence des miliciens à la caserne.

Toutes ces solutions doivent être examinées avec le souci, incontestablement, d'assurer la défense du sol patrial en cas d'agression étrangère. Mais, pour permettre aux chefs de l'état-major de prendre toutes les mesures indispensables pour l'utilisation des forces mises à leur disposition par la Nation, il faut indiquer la base essentielle du temps de formation du soldat.

La Chambre ne peut donc se contenter de la décision purement négative de la majorité de la Section centrale. Elle doit vouloir se prononcer à bref délai sur la question dans l'intérêt même de la Nation.

*
* *

Certains adversaires de la proposition de MM. Mathieu et consorts ont objecté qu'elle n'examine pas toutes les faces du problème; qu'elle se borne, en une forme peut-être un peu simpliste, à ramener le temps de service à six mois.

Cette objection ne tient aucun compte de notre législation.

C'est celle-ci qui fait de la durée du temps de service une simple contingence de la loi sur la milice et le recrutement. C'est elle encore qui réserve au pouvoir exécutif le règlement de multiples questions liées essentiellement au statut militaire. Et c'est notre système législatif tout entier qui confie au pouvoir exécutif la mission de mettre le fonctionnement de l'armée en rapport avec les difficultés internationales dont il y a lieu de tenir compte.

C'est dans cet ordre d'idées, que les partisans du service de six mois ont tenu à saisir la Chambre de ce problème. En déposant leur proposition le 2 décembre 1920, MM. Mathieu et consorts stipulaient qu'elle ne pouvait s'appliquer qu'à partir de la classe de 1923.

Il ne s'agit par pour eux d'une simple réduction du temps de service, mais en réalité de la création d'un type nouveau d'armée. Et dès lors, la proposition aurait des corollaires obligés, tels que :

- La préparation pré-régimentaire ;
- Le remaniement du programme d'instruction du soldat ;
- La revision des armes constituées (cavalerie, aviation, etc.) ;
- La réforme du système de recrutement qui devrait être désormais basé sur les capacités professionnelles, les aptitudes, les antécédents des miliciens ;
- La réorganisation des rappels ;
- La réorganisation aussi et le renforcement de la mobilisation ;
- Et enfin, tout particulièrement, la création d'un cadre permanent d'officiers et de sous-officiers, qui constituerait l'armature réelle de l'armée.

Toutes ces questions doivent être examinées, étudiées profondément et mises au point. Elles ne peuvent l'être qu'à la condition que la Chambre fixe dès à présent les directives des études auxquelles il doit être procédé.

*
* *

Il a été formulé différentes objections contre la constitution de l'armée nouvelle, basée sur le service de six mois.

C'est ainsi qu'on a établi, à tort, des parallèles entre la Belgique et des pays voisins, plus grands, plus directement engagés dans les complications internationales et ayant des charges militaires plus considérables.

Il eut fallu tenir compte des nécessités militaires qui pèsent sur ces pays,

à raison de leur étendue, de leurs colonies, de leur politique étrangère, etc., etc.

Ce n'est pas, ce ne peut être, le cas pour la Belgique.

On a objecté ensuite que le service de six mois était insuffisant pour assurer une bonne instruction au soldat.

Les leçons de la guerre détruisent cette objection. Et diverses autorités militaires ont reconnu, notamment à la Commission militaire mixte, que le soldat peut être formé en un temps même beaucoup plus court. Il ne s'agit pas seulement des fantassins; des artilleurs même ont été formés en trois mois pendant la guerre.

Des adversaires de la réduction du temps de service ont encore fait état des nécessités et des difficultés de mobilisation.

Il est incontestable que tout le mécanisme de mobilisation doit être révisé, même si le statut général de l'armée n'était pas en cause. Les leçons de la guerre doivent être mises à profit et exigent une refonte complète du système de mobilisation.

C'est ainsi qu'il y aurait lieu, semble-t-il, d'effectuer des essais annuels de mobilisation, afin de familiariser le soldat en congé avec ce mécanisme. Et aussi d'assouplir tous les rouages administratifs qui doivent être mis en mouvement à cette occasion.

Nous parviendrons ainsi à obtenir plus de promptitude dans la mobilisation et à assurer un prompt renforcement en hommes et en armement dans cette éventualité, tout en créant une couverture suffisante, que même un long terme de service ne pourrait fournir.

Dans un pays voisin, dont la population et la superficie sont plus en rapports avec celles de la Belgique, en Hollande, ce sont les plus hautes autorités militaires; le haut commandement et le Conseil de la Défense Nationale, qui viennent de se prononcer en faveur du service de six mois, le trouvant suffisant pour assurer la défense nationale, en tenant compte aussi bien de la nécessité d'une bonne instruction du soldat, que de celle d'une rapidité très grande de mobilisation.

Il est à remarquer enfin que la libération du pays de la lourde charge financière qui résulterait de l'entretien d'une armée permanente trop forte, permettra de consacrer d'avantage aux achats de matériel plus nécessaires, plus indispensables encore que des hommes, comme l'a démontré très clairement la dernière guerre.

Même et surtout en cas d'attaque brusquée du territoire, il faut un matériel spécial de défense. Il rendra plus de service que la concentration de masses d'hommes dans des casernes et permettra davantage la mobilisation rapide de toutes les forces utiles.

En résumé, le problème de la réduction considérable du temps de service doit être examiné et devra être résolu très prochainement. Le service de six mois apparaîtra de plus en plus comme le seul système pouvant efficacement assurer la défense du territoire par la participation de toute la Nation à la lutte, avec le minimum de sacrifices en temps de paix pour le maximum de rendement à l'heure grave du danger national.

VICTOR ERNEST.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 JULI 1921.

Wetsvoorstel

tot wijziging der militiewet van 30 Augustus 1913 en tot verkorting van den dienstdtijd ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER JANSON.

MIJNE HEEREN,

De Middenafdeeling heeft met drie stemmen tegen drie het wetsvoorstel van den heer Mathieu verworpen, waarbij de duur van den actieven militairen dienst op zes maand wordt gebracht. De Middenafdeeling was van gevoelen dat dit voorstel niet te gepaster tijd kwam, dat zijne verwezenlijking niet op afdoende wijze 's Lands verdediging zou verzekeren, en, eindelijk, dat het onopgelost laat de gewichtige vraagpunten welke, in zake de legerinrichting, de verkorting van den dienstdtijd opwerpt.

Gansch België is met een vredesgeest beziel, en de oorlog heeft daar niets aan veranderd. Het streeft naar geene veroveringen. De jongste beproevingen, welke de gebeurtenissen van 1914 hem hebben opgedrongen, konden slechts bij onze landgenooten den afschuw vergrooten voor de kwalen die den oorlog vergezellen. Op den eersten rang van zijne bezorgdheden plaatst ons Land de zucht om voor altijd den vrede in de wereld gevestigd te zien. Zijne pogingen zijn er op berekend om hem voor altijd te behouden en om te vermijden hetgeen een nieuwe wereldramp zou kunnen verwekken. Doch deze gewettigde bezorgdheid mag niet uit het oog doen verliezen de dringende noodzakelijkheid van zich voor elke nieuwe schending van den vaderlandschen bodem te vrijwaren. De harde ervaring welke de Natie heeft opgedaan, en die aan het Land zooveel droefheid, lijden en

(1) Wetsvoorstel, n^o 8.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Brunet, voorzitter, Masson, Ernest, Lemonnier, du Bus de Warnaffe, Janson en Vandemeulebroucke.

stoffelijke schade heeft gekost, legt het den plicht op niets te verwaarloozen om de veiligheid zijner grenzen te verzekeren. De Europeesche toestand laat niet toe te hopen dat alle gevaar verdwenen is en dat wij verzekerd zijn een tijdvak van volstrekte kalmte in te treden, dat door geen internationaal conflict zal gestoord worden.

Het is ons, integendeel, niet mogelijk te vergeten dat wij aan onze Oostergrens een overwonnen vijand bezitten, doch wiens vroegere macht zich moeilijk kan aanpassen aan de opofferingen welke een billijke vrede hem heeft opgelegd. Dagelijks doen zich betekenismatige incidenten voor welke, ten minste bij een merkbaar gedeelte van dit volk, een vijandige gezindheid verraden die zich, op een gegeven oogenblik, in daden zou kunnen omzetten. — De dringende noodzakelijkheid waarin onze geallieerde vrienden en wij ons bevinden, hem tot herstel te dwingen, waartoe hij zich verplicht heeft, van de schade die hij vastberaden heeft veroorzaakt, — draagt er toe bij hem in een zedelijken staat te behouden, die verre is ons vertrouwen in te boezemen. — Indien wij er in toestemden ons onder militair opzicht te verzwakken, zou het sterk te vreezen zijn dat deze toestand aan de overzijde der grens de hoop op weervraak zou kunnen doen opfleuren; wij zouden de eersten zijn er de gevolgen van te ondervinden, zelfs bijaldien de wettigheid van ons recht en de dapperheid waarmee wij hetzelfde zouden verdedigen ons andermaal in staat stelden de onafhankelijkheid van ons land te redden. — Het zou dus buitengewoon onvoorzichtig zijn, zoolang de politieke hemel niet is opgeklaard, de inrichting van ons leger, de grondslagen waarop het berust, en namelijk den dienstdienst welken al de zonen van het Vaderland moeten voltrekken, te wijzigen.

* * *

Daarenboven, raakt de verkorting van den dienstdienst, in vrededienst, zoo grondig aan den samenhang van 's lands verdedigingsstelsel, dat het ongepast ware aan het parlementair voordrachtsrecht de zorg over te laten dit vraagpunt ter bespreking te leggen. Het is onze overtuiging dat deze taak alleen aan de Regeering mag behooren. Wanneer een Kabinet over den internationalen toestand zal verzekerd zijn en overtuigd dat men zonder gevaar de militaire dienstverstrekingen kan inkorten, twijfelen wij er geenszins aan dat zij, van welke partij ook de wensch daartoe wordt geuit, zich zal benaastigen om al de dienstige wijzigingen in ons huidig stelsel aan het Parlement te onderwerpen. Niemand zal betwisten dat het wenschelijk ware de begroting van Landsverdediging te kunnen verminderen en aan vredeswerken de aanzienlijke geldmiddelen te besteden, welke het ieder jaar opsloort. Doch aan welk gevaar zou het land niet overgeleverd zijn, aan welke onzekerheid van onze bestemming zou men den geest van initiatief en van bedrijvigheid — die voor ons land zoo noodig is — niet opofferen, zoo wij, door een soort van zielezwakheid, ons voortijdig aan een dwaalbegrip van veiligheid gingen overgeven. Wanneer het uur van betrouwbaarheid zal zijn geslagen, dan zal de Regeering, verlicht over de

mogelijkheid den diensttijd te verkorten en aan onze jeugd een onnoodig geworden opoffering te besparen, met de medewerking van hare technische raadslieden, wier ervaring door den oorlog is gerijpt geworden, een samenhangend stelsel ontwerpen over al de hoofdpunten die het verdedigingsproblema van een land uitmaken. Zeer onvoorzichtig zou het wezen dit uur te willen vooruitloopen en, onder de drukking van eenige slecht verlichte en ongeduldige geesten, eene voorbarige hervorming onverhoeds tot stand te brengen. 't Ware overigens een grove dwaling te gelooven dat de verkorting van den diensttijd de onderhoudskosten van het leger zal verminderen.

*
* *

Het door den heer Mathieu ontworpen stelsel is slechts een schets. Het achtbaar Lid is, ongetwijfeld, niet onbewust dat de verkorting van den diensttijd op zes maanden heel de huidige legerinrichting merkkelijk zou wijzigen. Men mag den weg van een korteren diensttijd, dan die welke thans bestaat, niet opgaan zonder zich vooral en met de grootste zorg te hebben vergewist over hetgeen hij ons nuttig zal opleveren. Noodzakelijkerwijs begrijpt hij de bestendige oprichting van een aanzienlijke groep wederdienstnemenden, wier aanwerving uiteraard een moeilijk op te lossen vraagstuk is en waarvan het onder de wapens houden een zeer zware last zou zijn, daarenboven, op dit oogenblik, nog bezwaard uit hoofde van den economischen toestand. Hoe zou men, zonder deze wederdienstnemenden en met een gelijken dienst voor allen van zes maanden, een sterk kader van onderofficieren kunnen samenstellen? Waar ze te vinden? Hoe ze te vormen? Hoe zou men de vorming der reserve-officieren kunnen voorbereiden, die geroepen zijn een hoofdrol te spelen in geval van mobilisatie? Hoe zou het mogelijk zijn zich een dekkingsleger te verzekeren, dat gereed zij zich, binnen de eerste uren van het gevaar en in onberispelijk en sterk gevormde getlederen, in de eerste verdedigingsliniën vooruit te bewegen? Dit zijn vraagpunten van hoofdzakelijk belang en die door het voorstel van den heer Mathieu onaangeroerd blijven.

Ik zeg het nogmaals, dat het de taak is van de verantwoordelijke Regeering, aan de Kamer een volledig ontwerp aan te bieden waarin dit vraagstuk in zijn geheel wordt behandeld; in dat geval zal zij niet nalaten zich te laten voorlichten door de werken van de gemengde Commissie die zij heeft ingesteld en door de beslitselen welke deze heeft gevormd.

Dit zijn, in 't kort, de hoofdzakelijke redenen welke de stemming der Middenafdeeling hebben gedicteerd. De vaderlandsgezindheid van alle Belgen blijft buiten kijf. De tijd van de beproefing heeft ons getoond hoe groot zij was in al de klassen der maatschappij. Doch wat de smartvolle ondervinding ons ook van nabij heeft doen zien, dat is, de onmogelijkheid om, in zaken van militairen aard te improviseeren. Meer dan ooit, is de inrichting van het leger een ingewikkeld, moeilijk, kiesch werk waarvan het samenstel met veel zorg moet bestudeerd worden. Iedere fout, elke voorbarige en ongenoegzaam uitgedachte hervorming, zou duur te staan komen aan men-

schenlevens welke ons heilig zijn. Ook zijn én de onstuimige aangekleefdheid aan het land, én het vertrouwen in zijne zaak, én de zelfverloochening om het te dienen op het oogenblik van het gevaar, ontoereikend om de plichten te vervullen welke door een waakzaam patriotisme worden opgelgd. Daarbij dient te worden gevoegd dien geest van voorzorg welken het België van gisteren had miskend en welken het huidige België voor een hoofdzakelijke deugd moet houden.

De Verslaggever,

P.-E. JANSON.

De Voorzitter,

EM. BRUNET.

NOTA VAN DE MINDERHEID

De beslissing van de meerderheid der Middenafdeeling, die het wetsvoorstel tot invoering van de zes maanden dienst voor de militieklassen van 1923 en volgende eenvoudig verwerpt, kan naar onze meening de goedkeuring der Kamer niet wegdragen, daar zij enkel negatief is, en eigenlijk niet anders doet dan het vraagstuk van 't nieuwe statuut onzer militaire organisatie terzijde schuiven.

Al de ontwerpen, tot heden toe door de Regeering ingediend of door de Kamers aangenomen, regelen de aanwerving van de militieklassen tot en met deze van 1923; van dan af zal er jaarlijks maar ééne militieklas meer onder de wapens worden geroepen, en het legercontingent zal noodzakelijkerwijze moeten verminderd worden van 100,000 op 50 of 60,000 man, volgens de lichteningen zullen opleveren.

Dienvolgens moet het algemeen statuut van het leger worden veranderd; belangrijke hervormingen dienen dan ingevoerd, en de Kamer moet vooraf dit vraagstuk onderzoeken en de oplossing vinden die zij daaraan wil geven.

Het belang van het vraagstuk eischt dat dit debat niet worde uitgesteld, dat de oplossing spoedig worde gevonden, opdat men onmiddellijk daarna kunne onderzoeken al de wijzigingen die aan de inrichting zelf van het leger moeten worden gebracht.

Door deze oplossing langer uit te stellen, loopt men gevaar ons legerstelsel heel en al te ontreddezen.

Wil men het cijfer van 100,000 man onder de wapens behouden, zou men op beduidende wijze den diensttijd moeten verlengen. Maar aldus zou men rechtstreeks ingaan tegen den wil van de bevolking; men zou tevens gevaar loopen het Land onder de financiële lasten te verpletteren, lasten die te zwaar zouden zijn voor zijn rijkdom en zijn voortbrengingsvermogen; men zou het inderdaad naar zijn ondergang voeren.

Dat begrijpt men gemakkelijk. Men mag zeggen dat, op dit oogenblik, niemand een dergelijk stelsel openbaar zou durven verdedigen.

Daarentegen, meenen anderen dat de tegenwoordige duur van den diensttijd zou kunnen behouden blijven.

Die meening kan verdedigd worden, al zou ze zeker vele tegenstanders ontmoeten. De grondigste opwerping tegen de verlenging van den diensttijd aangevoerd, namelijk de financieele onmogelijkheid het onderhoud van zoovele soldaten te dragen, zou allicht kunnen ingeroepen worden tegen het behoud van den bestaanden diensttermijn.

Blijft dan het onderzoek van het voorstel waarbij de aanwezigheid van de soldaten in de kazerne tot zes maanden beperkt wordt.

Al deze oplossingen moeten voorzeker onderzocht worden met het oog op de verdediging van 't vaderland in geval van vijandelijken aanval. Maar om aan de hoofden van den staf toe te laten de noodige maatregelen te treffen tot het goed gebruik van de te hunner beschikking gestelde troepenmacht, moet men aangeven waarop men hoofdzakelijk steunt om den tijd te bepalen noodig tot het vormen van den soldaat.

De Kamer kan zich dus niet neerleggen bij die louter negatieve beslissing van de meerderheid der Middenafdeeling. Zij moet zich binnen kort over dit vraagstuk kunnen uitspreken in het belang zelf van de Natie.

* *

Eenige tegenstanders van het voorstel Mathieu c. s. hebben opgeworpen dat het niet al de zijden van het vraagstuk onderzoekt; dat het zich in een al te simplistischen vorm bepaalt bij 't verminderen van den diensttijd tot op zes maanden.

Deze opwerping houdt geen rekening met onze wetgeving.

't Is deze welke den duur van den diensttijd eenvoudig doet afhangen van de wet op de militie en op de recruteering, en die aan de uitvoerende macht de regeling voorbehoudt van talrijke vraagstukken die tot den grond zelf van het militaire statuut behooren. En het is ons heel wetgevend stelsel dat aan de uitvoerende macht de taak opdraagt de inrichting van het leger in overeenstemming te brengen met de internationale moeilijkheden waarmee men rekening dient te houden.

Het is van dit standpunt uit, dat de voorstanders van de zes maanden dienst het vraagstuk voor de Kamer hebben willen brengen. Bij het indienen van hun voorstel op 2 December 1920, bepaalden de h. h. Mathieu c. s. dat het slechts zou toepasselijk zijn van af de klas van 1923.

Het is voor hen niet de kwestie van een eenvoudige vermindering van diensttijd, maar wel van het inrichten van een nieuw legerstelsel. En dienvolgens zou het voorstel noodwendigerwijze als gevolg hebben :

De militaire voorafrichting;

De hervorming van het africhtingsprogramma van den soldaat;

De herziening van de geconstitueerde wapens (ruiterij, vliegdiens, enz.);

De hervorming van het recruteerstelsel dat voortaan zou moeten gesteund zijn op de beroepsbekwaamheid, den aanleg en het verleden van de militieplichtigen;

De terugroepingen anders ingericht ;

Andere inrichting ook, alsmede versterking van de mobilisatie ;

En vooral, de inrichting van een bestendig kader van officieren en onder-officieren, die de werkelijke armatuur van het leger zou vormen.

Al deze vraagstukken moeten onderzocht worden, grondig bestudeerd en aangepast. En dat zal slechts, wanneer de Kamer van nu af de grondlijnen van deze studiën aangeeft.

*
*
*

Er werd heel wat ingebracht tegen de organisatie van 't nieuwe leger, die zou steunen op de zes maanden dienst.

Zoo heeft men ten onrechte vergelijkingen willen maken tusschen België en grootere buurstaten, die meer rechtstreeks betrokken zijn in de internationale verwickelingen en aanzienlijkere krijgslasten te dragen hebben.

Men had daarbij moeten in aanmerking nemen de militaire noodwendigheden die op deze landen drukken, ter oorzaak van hunne uitgestrektheid, hunne koloniën, hunne buitenlandsche politiek, enz., enz.

Dat is en kan niet het geval zijn voor België.

Verder heeft men aangevoerd, dat zes maanden dienstdtijd onvoldoende was om een goed onderwijs aan den soldaat te bezorgen.

De ervaring van den oorlog heeft deze tegenwerping te niet gedaan. En verschillende gezaghebbende militairen hebben, inzonderheid in de gemengde militaire commissie, erkend dat de soldaat zelfs in veel korteren tijd zijne vorming kan krijgen. En dit geldt niet enkel de voetgangers, ook tot artilleur werd men tijdens den oorlog in drie maanden opgeleid.

De tegenstanders van de vermindering van dienstdtijd hebben ook gewag gemaakt van de noodwendigheden en de moeilijkheden van de mobilisatie.

Het is onbetwistbaar dat gansch de regeling der mobilisatie moet herzien worden, zelfs zoo het algemeen statuut van het leger er niet bij betrokken wordt. De ervaring van den oorlog moet ten nutte worden gemaakt en eischt eene volledige omwerking van het mobilisatiestelsel.

Alzoo zou men, onzes dunks, jaarlijks proefnemingen van mobilisatie moeten doen om den met verlof heringestuurd soldaat met de zaak vertrouwd te maken, en ook om al de bestuursinstellingen, welke bij deze omstandigheid moeten in werking treden, er aan te gewennen.

De mobilisatie zal aldus sneller kunnen geschieden, en het getal manschappen en wapenen zal ten spoedigste worden versterkt, alhoewel, anderszins, de dekking voldoende zal wezen, hetgeen zelfs een lange diensttermijn ons niet zou kunnen schenken.

In een naburig land waarvan de bevolking en de oppervlakte nagenoeg met die van België overeenkomen, in Holland namelijk, hebben de meest gezaghebbende militairen, het oppercommando en de Raad van Landsverdediging zich uitgesproken ten gunste van den zesmaandelijkschen dienstdtijd ; zij vonden zulks voldoende om 's Lands verdediging te verzekeren, terwijl zij hierin rekening hielden zoowel met het degelijk onderwijs van den soldaat als met de vereischte snelheid in de mobilisatie.

Men dient ten slotte aan te merken dat, wanneer het land ontdaan is van den zwaren financiële last die voortspruiten zou uit een te sterk bestendig leger, het meer zal kunnen besteden aan het aankopen van materieel hetgeen, zooals duidelijk uit den jongsten oorlog blijkt, zelfs noodzakelijker is dan manschappen.

Voor al bij een onverhoedsche overrompeling van het grondgebied, wordt bijzonder verdedigingsmaterieel vereischt. Dit zal ons nuttiger zijn dan de samentrekking van talrijke troepen in de kazernen en ons toelaten de mobilisatie van al onze weerbare machten ten spoedigste te voltrekken.

Kortom, het vraagstuk van de aanzienlijke vermindering van den diensttijd, moet zeer spoedig worden bestudeerd en zal zeer korteling zijn beslag moeten krijgen. De dienst van zes maanden zal meer en meer blijken te zijn het eenige stelsel dat op doelmatige wijze de verdediging van het grondgebied kan verzekeren, door de gansche Natie aan den strijd te doen deelnemen, met het minimum van opofferingen in vreedstijd en het maximum van nuttigen uitslag op het oogenblik dat het Land in nood is.

VICTOR ERNEST.
